





SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'EQUIPEMENT DE L'ARDECHE

**6 Rue Pierre Filliat
B.P. 319
07003 PRIVAS CEDEX**

 **04.75.65.57.54**

 **06-31-27-73-20**

 **04.75.64.74.17**

M. BLONDAUX Marc

e-mail m.blondaux@sdea-ardecche.fr

**DESTINATAIRE : Communauté de Communes du
Bassin d'ANNONAY**

Mme Marie-Noëlle REY


Fax. : 04-75-67-66-96

Objet : Z.A.E. de Marenton – ANNONAY

Suite à notre réunion d'hier, vous trouverez ci-joint les diverses pièces relatives au diagnostic archéologique d'une partie de la zone en 2006.

Par ailleurs, je joins copie du courrier envoyé à RHÔNE ALPES T.P. relatif à l'évacuation de ses matériaux stockés sur la zone de Marenton.

Je vous en souhaite bonne réception.

Mes salutations

M. BLONDAUX

Date : 5 janvier 2011

**Nombre de pages : 7
(y compris celle-ci)**

En cas de mauvaise réception des documents, prévenir l'expéditeur.



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Reçu le 11 DEC. 2006

PREFECTURE DE LA REGION RHONE-ALPES

Lyon, le 05 décembre 2006

Le Préfet de la région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
à

S.C.I. A.P. Annonay
M. Yvon HOUBE

7 bis Boulevard de la République
58000 NEVERS



Direction régionale
des affaires culturelles
Rhône-Alpes

Service régional
de l'archéologie

Affaire suivie par :
François DUMOULIN

(33) [0]4 72 00 44 82
francois.dumoulin
@culture.gouv.fr

Le Grenier d'abondance
6 quai Saint-Vincent
69283 Lyon cedex 01
France

Téléphone : (33) [0]4 72 00 44 50
Télécopie : (33) [0]4 72 00 44 57

www.culture.gouv.fr/rhone-alpes

Références :
2006/8565/FD/PM

(art. 19 du décret n° 2004-490 du 03 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières
en matière d'archéologie préventive)

Références du dossier soumis à des mesures d'archéologie préventive :

Annonay (ARDECHE) ZAC de Marenton
Cadastre : BE 92, 94, 95, 96, 97, 98p, 99p, 767p, 792p
Aménagement soumis à étude d'impact 07 010 05 A 0062
Demandeur : S.C.I. A.P. Annonay - M. Yvon HOUBE
N° SRA 8608
Rapport de diagnostic reçu le : 01/12/2006

Monsieur,

Le dossier ci-dessus référencé a donné lieu à une prescription de diagnostic archéologique par mon service. La prescription a été exécutée par l'Institut national de recherches archéologiques préventives qui a établi un rapport de diagnostic et me l'a transmis.

Je vous informe qu'au vu des résultats du diagnostic archéologique, les travaux projetés ne semblent pas susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique.

Par voie de conséquence, ce dossier ne donnera lieu à aucune prescription d'archéologie préventive postérieure au diagnostic.

Je vous rappelle toutefois que toute découverte fortuite de vestiges archéologiques doit être immédiatement signalée à mon service, conformément à l'article L 531-14 du code du patrimoine.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

1 copie pour l'opérateur

P/Le Préfet et par délégation,
La Conservatrice régionale de l'archéologie
Anne BOT-HELLY



Rapport
De
Diagnostic
Septembre 2006

Franck GABAYET

Nathalie ATTIAH

ANNONAY
« Marenton »
(Ardèche – Rhône-Alpes)
ZAC de Marenton

Dates d'interventions : 11.09.06 – 29.09.06

N° de prescription : SRA 05-347

N° Patriarche : 229192

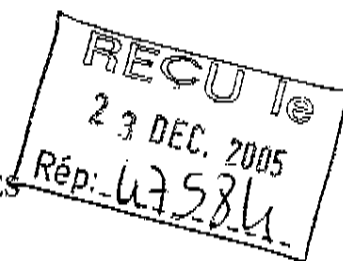
N° INSEE de la commune : 07 192

N° de projet INRAP : 2006-HA22031801

S.P.A.
Courriel : sra@inrap.fr
1 - DEC. 2006



PRÉFECTURE DE LA RÉGION RHÔNE-ALPES



Direction régionale
des affaires culturelles

ARRETE N° 05-347

Service régional de l'archéologie
6 quai Saint-Vincent
69283 LYON CEDEX 01

SRA : 8608
Affaire suivie par : François DUMOULIN

Téléphone : 04-72-00-44-82
Télécopie : 04-72-00-44-57
Mél : francois.dumoulin@culture.gouv.fr

Le Préfet de la région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'honneur

VU le code du patrimoine, et notamment son livre V ;

VU le décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive ;

VU l'arrêté du Préfet de la région Rhône-Alpes, Préfet du Rhône, n° 04-411 en date du 29 octobre 2004, accordant délégation de signature au Directeur régional des affaires culturelles pour la mise en œuvre des dispositions relatives à l'archéologie préventive ;

VU le dossier de demande de permis de construire (soumis à étude d'impact) déposé auprès de la D.D.E. de l'Ardèche - Subdivision d'Annonay, sous le n° 07 010 05A 0062, par la S.C.I. A.P. Annonay - M. Yvon HOUBE, 7 bis Boulevard de la République, 58000 NEVERS, reçu le 27/10/2005 ;

CONSIDERANT que les travaux envisagés, en raison de leur nature et de leur localisation, affectent ou sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique. Le quartier Marenton, où se situe le projet de construction, aux confins de la commune, a livré en de nombreux points des vestiges antiques, qui révèlent la présence d'une villa gallo-romaine des deux premiers siècles de notre ère ;

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de mettre en évidence et de caractériser la nature, l'étendue et le degré de conservation des vestiges archéologiques éventuellement présents afin de déterminer le type de mesures dont ils doivent faire l'objet ;

ARRETE

Article 1^{er} : Un diagnostic archéologique sera réalisé sur le terrain faisant l'objet des aménagements, ouvrages ou travaux susvisés, situé comme suit :

Région : Rhône-Alpes

Département : ARDECHE

Commune : Annonay

Lieu-dit : ZAC de Marenton

Cadastre : section(s) / parcelle(s) : BE 92, 94, 95, 96, 97, 98p, 99p, 767p, 792p

Le diagnostic archéologique débutera par une phase de travaux de terrain et s'achèvera par l'analyse et la mise en forme des résultats obtenus et la remise d'un rapport.

Article 2 : La réalisation des opérations de diagnostic sera attribuée à l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP).

Après désignation du ou des responsable(s) scientifique(s) par l'Etat, le diagnostic sera réalisé, conformément au projet d'intervention élaboré par l'INRAP, suivant les objectifs scientifiques et principes méthodologiques annexés à la présente décision.

Article 3 : L'INRAP (direction inter régionale Rhône-Alpes Auvergne) prendra contact avec la personne qui projette d'exécuter les travaux et conclura une convention avec lui aux fins de définir, notamment :

- 1. les délais de réalisation du diagnostic et de remise du rapport ;
- 2. les conditions et délais de mise à disposition du terrain par l'aménageur et de préparation des opérations par l'opérateur ainsi que, le cas échéant, les conditions de restitution du terrain ;
- 3. L'indication des matériels, équipements et moyens apportés par l'aménageur et, le cas échéant, les modalités de leur prise en charge financière par l'opérateur ;
- 4. Le montant des pénalités par jour de retard dues en cas de dépassement des délais, soit par l'opérateur, soit par l'aménageur.

Article 4 : Le présent arrêté de diagnostic archéologique comprend deux annexes, relatives respectivement aux objectifs scientifiques et principes méthodologiques ainsi qu'à l'emprise au sol des travaux et aménagements projetés.

Article 5 : Le Secrétaire général pour les affaires régionales, le Directeur régional des affaires culturelles et la Conservatrice régionale de l'archéologie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur général de l'INRAP, à la personne qui projette les travaux et à l'autorité compétente pour instruire la demande d'autorisation.

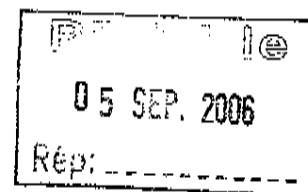
Fait à Lyon, le 16/12/2005

P/Le Préfet
et par délégation,
La Conservatrice régionale
de l'archéologie

Anne LEBOT-HELLY

**PRÉFECTURE DE LA RÉGION RHÔNE-ALPES**

**Direction régionale des
affaires culturelles**
Service régional de l'archéologie

**ARRETE N° 2006/1196**

RELATIF A LA DESIGNATION D'UN RESPONSABLE SCIENTIFIQUE D'OPERATION

SRA : 8608 - Code opération Patriarche : 229192
Affaire suivie par : François DUMOULIN
Téléphone : 04-72-00-44-82
Mél : francois.dumoulin@culture.gouv.fr

Le Préfet de la région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'honneur

VU le code du patrimoine et notamment son livre V;

VU le décret n° 2004- 490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive ;

VU l'arrêté du Préfet de la région Rhône-Alpes, Préfet du Rhône, n°04-100 en date du 10 février 2004, accordant délégation de signature au Directeur régional des affaires culturelles pour la mise en œuvre des dispositions relatives à l'archéologie préventive ;

VU l'arrêté du Préfet de la région Rhône-Alpes, Préfet du Rhône n° 05-347 en date du 16/12/2005 prescrivant un diagnostic archéologique : au lieu-dit : ZAC de Marenton, commune de Annonay, département : ARDECHE.

ARRETE

Article 1^{er} : M. Franck GABAYET (organisme de rattachement : INRAP) est désigné(e) comme responsable scientifique du diagnostic archéologique prescrit par l'arrêté susvisé.

Article 2 : La réalisation du diagnostic archéologique, du 11/09/2006 au 04/10/2006, est attribuée à l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP).

Le diagnostic archéologique sera réalisé, conformément au projet d'intervention archéologique élaboré par l'INRAP et approuvé par l'Etat. Les conditions de sa réalisation seront fixées par voie de convention, conclue entre la personne qui projette d'exécuter les travaux et l'INRAP.

Article 3 : Le Secrétaire général pour les affaires régionales, le Directeur régional des affaires culturelles et le Conservateur régional de l'archéologie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur général de l'INRAP.

Fait à Lyon, le 4 septembre 2006

Pour le Préfet et par délégation
L'adjoint à la conservatrice régionale de l'archéologie
Michel LENOBLE

ENTREPRISE RHÔNE ALPES T.P.
P.A.E. de Marenton
B.P. 183
07106 – ANNONAY CEDEX

N° 915
Affaire suivie par Marc BLONDAUX
Tél. 04-75-65-57-54
Port. 06-31-27-73-20
Fax 04-75-64-74-17
Mail : [m.blondaux@sdea\(ardeche.fr\)](mailto:m.blondaux@sdea(ardeche.fr))

Privas, le 29 août 2010

OBJET : AMENAGEMENT DU PARC D'ACTIVITES MARENTON A ANNONAY

Monsieur,

Je vous informe que les travaux de terrassements de la déviation d'Annonay et du giratoire desservant la future zone d'activités ainsi que les travaux de réalisation des plate formes industrielles et de la déchetterie devraient débuter au quatrième trimestre 2010, la consultation des entreprises étant prévue au mois d'octobre prochain.

Vous avez été autorisé à titre précaire par M. le Président de la Communauté de Communes du Bassin d'Annonay à déposer des matériaux inertes dans l'emprise de la Z.A.C.

Pour réaliser nos travaux de voirie et de plate formes, il est indispensable que l'ensemble de ces matériaux stockés soient évacués. En conséquence, vous voudrez bien prendre toutes dispositions pour remettre en état le terrain de la Communauté avant la fin octobre 2010.

Vous en souhaitant bonne réception, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes meilleures salutations.

Le Directeur Général des Services,



Daniel RENAUD

Copies : M. le Président de la CdC du Bassin d'Annonay
Château de la Lombardière – 07430 DAVEZIEUX
EGIS AMENAGEMENT – Le Forum
7, Avenue de Verdun – 26000 VALENCE